

## PRÉSIDENTIELLE

Balladur devancerait  
Chirac au premier tour

SELON le « tableau de bord » mensuel BVA « Paris Match », au premier tour de la présidentielle, dans l'hypothèse de la présence de deux candidats de la majorité, Edouard Balladur avec 30 %, devancerait Jacques Chirac de sept points, tous deux dépassant Michel Rocard (18 %).

En présence de Jacques Delors (22,5 %), le Premier ministre obtiendrait 26,5 % et devancerait alors de deux points Jacques Chirac, deuxième.

Au second tour, Edouard Balladur obtiendrait 61 % face à Rocard, et 55 % face à Jacques Delors. Quant à Jacques Chirac, il recueillerait 60 % des intentions de vote face à l'ancien premier secrétaire du P.S. et 54 % face à Jacques Delors.

Ce sondage a été réalisé du 16 au 21 juin auprès d'un échantillon de 927 personnes.

## En bref

Le R.P.R. fait cavalier seul  
à Strasbourg

Le R.P.R. a demandé hier que ses élus au Parlement européen constituent un groupe autonome à Strasbourg. Les deux formations du R.P.R. et de l'U.D.F. avaient pourtant pris l'engagement de siéger au sein du même groupe, le P.P.E. (Parti populaire européen, démocrate-chrétien). Le R.P.R. a néanmoins précisé que ce groupe autonome serait uni par « des liens étroits » avec le P.P.E.

Municipales : Marseille pour Marseille  
s'oppose à Tapie

L'association Marseille pour Marseille, créée il y a quelques mois pour « défendre l'image de la cité phocéenne », a annoncé hier qu'elle s'opposerait par tous les moyens à l'accession de Bernard Tapie à la mairie de Marseille. Antoine Gaudino, ex-inspecteur de police auteur de « l'Enquête impossible », est l'un des vice-présidents de l'association présidée par le père de l'ancien maire de Marseille, Alfred Barret.

Mitterrand plaidera la cause  
de l'Afrique du Sud au prochain G 7

François Mitterrand a annoncé au cours de « La Marche du siècle », sur France 3, dont il était l'invité avec Nelson Mandela hier soir, qu'il plaidera la cause de l'Afrique du Sud au sommet du G 7, la semaine prochaine à Naples. Par ailleurs, onze personnes ont été tuées et onze blessées hier soir dans une fusillade près de la cité noire de Katlehong, dans la banlieue de Johannesburg. Des hommes armés, à bord d'une camionnette ont ouvert le feu sur une foule, en pleine rue.

Deux journalistes français  
blessés au Rwanda

DEUX journalistes français ont été blessés lundi par des soldats du Front patriotique rwandais (F.P.R.) dans la région de Butare, au sud du Rwanda, alors que leur voiture était prise dans une embuscade. Une équipe de France 2 et un photographe de l'agence Sipa avaient quitté le Zaïre et pris lundi la direction de Butare, tombé aux mains des rebelles du F.P.R. le matin même.

Les rédactions des quatre journalistes étaient sans nouvelles d'eux depuis lundi et n'ont été révenues qu'hier midi quand le caméraman de France 2 a pu alerter sa hiérarchie par téléphone satellite. Alors qu'ils venaient de franchir la ligne de front, la voiture que conduisait Isabelle Staes, journaliste à France 2, a été touchée par une série de fusillades. Pascal Pons, le caméraman et l'ingénieur du son ont pu s'éjecter de la voiture et sont indemnes. José Nicolas, photographe à l'agence Sipa, a été blessé à un genou. Isabelle Staes a été sérieusement touchée au pied gauche et plus légèrement au sein droit. Leur voiture est criblée d'une centaine d'impacts de balles.

Les deux blessés ont été amenés dans un camp du F.P.R. à Butare puis transportés par la route à Kigali. Isabelle Staes a dû rester 35 heures dans une camionnette, sans soins, retenue ainsi que ses compagnons par des hommes qui seraient des miliciens du F.P.R. Ces « éléments incontrôlés » attendaient apparemment des ordres, interdisant aux journalistes de prévenir leurs proches. Après de multiples interventions de représentants du F.P.R. en Europe, du Quai d'Orsay, de l'O.N.U. et de France 2 et Sipa, ils ont été hospitalisés hier soir à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge. Isabelle Staes a été opérée mais serait très affaiblie. Le directeur de la rédaction de France 2 est parti hier pour le Rwanda pour organiser son rapatriement.

E.M.

Arafat invite Mitterrand  
à Gaza et Jéricho

Yasser Arafat a profité de son passage à Paris, où il a rencontré hier les Israéliens Yitzhak Rabin et Shimon Peres, pour convier le président français à venir lui rendre visite dans les territoires autonomes.

Le président de l'O.L.P. Yasser Arafat a annoncé hier à Paris avoir invité le président François Mitterrand à venir lui rendre visite à Gaza et Jéricho.

Sortant d'un entretien d'une quarantaine de minutes avec le chef de l'Etat, Yasser Arafat, dont les quelques mots en arabe ont été traduits par le délégué de l'O.L.P. à Paris, Mme Leila Chahid, a ajouté : « Ce sera un premier pas pour toute la Palestine en Cisjordanie et à Gaza. »

Le leader palestinien a également qualifié de « très positifs » ses entretiens de l'après-midi à Paris avec le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères israéliens Yitzhak Rabin et Shimon Peres, les premiers entre les trois hommes depuis la signature de l'accord historique de Washington le 13 septembre 1993.

« Nouvelle impulsion  
pour la paix »

Interrogé sur une nouvelle réunion prévue à minuit, il a indiqué que les entretiens israélo-palestiniens allaient effectivement se poursuivre...

« Nous apprécions le soutien du peuple français et du gouvernement français, a-t-il ajouté, et cela est quelque chose qui nous est cher à nous



« Nous apprécions le soutien du peuple français et du gouvernement français. Nous sommes certains qu'on ne nous laissera pas seuls dans cette bataille pour la paix » a indiqué Yasser Arafat. (Photo A.F.P.)

tous Palestiniens. Nous sommes certains qu'on ne nous laissera pas seuls dans cette bataille pour la paix. » François Mitterrand s'est montré soucieux que des difficultés économiques n'entravent pas le processus de paix au Proche-Orient : « Il y a une

chance historique de voir le processus de paix se renforcer. Il serait dramatique que l'absence de moyens financiers le fasse capoter » a-t-il assuré, selon l'un de ses proches, promettant d'intervenir auprès du G 7 pour débloquer des fonds. Arafat, accompagné sur le

perron de l'Elysée par François Mitterrand, devait être suivi par Rabin et Peres.

Le chef de l'O.L.P. avait reçu avec eux, à l'Unesco le prix Félix Houphouët-Boigny récompensant leur accord historique.

## RWANDA

Léotard : Giscard  
« parfois irresponsable »

Le ministre de la Défense, François Léotard, a vivement répliqué hier à tous ceux qui, au sein même de la majorité, critiquent l'opération française au Rwanda.

« Je regrette que des hommes politiques, pour des raisons quelques fois de politique intérieure parfaitement mesquines, s'engagent dans ce type de polémique. » C'est au canon que François Léotard a répondu hier aux critiques de Valéry Giscard d'Estaing estimant que les troupes françaises avaient été « trop loin » à l'intérieur du Rwanda.

L'ancien président de la République tient des propos « pas toujours responsables », « si

c'est pour des raisons de politique intérieure, cela nuit à la crédibilité de ceux qui s'expriment de telle manière », n'a pas hésité à déclarer le ministre de la Défense à la sortie du Conseil des ministres.

Affirmant qu'il fallait « revenir à la conception initiale de l'opération Turquoise et ramener les forces françaises sur la frontière », l'ancien chef de l'Etat s'était en effet ouvertement interrogé sur l'attitude que devrait adopter les soldats français sur le terrain.

« Actuellement, on a les Tutsis qui avancent, c'est-à-dire les victimes, et on a derrière nous une partie de ceux qui ont procédé aux massacres. Est-ce qu'on va s'opposer à l'avance des Tutsis ? J'ai entendu le colonel qui commande dire : S'ils avancent, on tirera sur eux. Tirez sur qui et de quel

droit ? », devait observer Giscard d'Estaing, dont les propos ont aussitôt été relayés par Charles Millon, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée nationale, souhaitant que « la France ne soit dans aucun cas engagée dans des opérations

militaires où elle serait obligée de prendre parti ». Le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, a cependant réaffirmé une nouvelle fois, hier, que la mission des troupes françaises n'avait « pas changé de nature ».

Un Hutu modéré à la tête  
du gouvernement ?

FAUSTIN TWAGIRAMUNGU a annoncé, hier à Bruxelles, avoir accepté de former un gouvernement d'unité nationale à la demande du Front patriotique rwandais. Président du mouvement démocratique républicain, ce Hutu modéré, âgé de quarante-neuf ans et formé au Canada, avait été désigné Premier ministre dans le cadre des accords d'Arusha (Tanzanie) conclus le 3 août 1993 et prévoyant la mise en place d'un gouvernement de transition élargi aux rebelles du F.P.R. « J'ai accepté de continuer cette mission, dans l'intérêt du peuple rwandais », a souligné Faustin Twagiramungu en annonçant son intention de se rendre « très prochainement » au Rwanda pour y rencontrer les dirigeants du F.P.R.